



MAITRE D'OUVRAGE
CH DELAFONTAINE
2, rue du Docteur Pierre Delafontaine
93200 Saint-Denis

Parc Tertiaire du Rotois - Bat B
Route de Oignies 62710 COURRIERES

OPÉRATION N° 12-23-1277

AMÉLIORATION DU BÂTIMENT IFSI

COORDINATION EN MATIÈRE DE SECURITE
ET DE PROTECTION DE LA SANTE

PLAN GENERAL DE COORDINATION SPS

Opération de niveau 3

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

TABLEAU RECAPITULATIF DES MISES A JOUR

Indice	Etabli par	Vérfié par	Date	Objet de la révision
A	Marc BURY		12/10/2023	PGC Général v01

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. **Eviter les risques,**
2. **Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,**
3. **Combattre les risques à la source**
4. **Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,**
5. **Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,**
6. **Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,**
7. **Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,**
8. **Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,**
9. **Donner les instructions appropriées aux travailleurs.**

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par COBAT-COPREV à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination de COBAT-COPREV le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par COBAT-COPREV comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom, nom correspond au prénom et nom de l'intervenant COBAT-COPREV qui a validé les documents transmis.

Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes

SOMMAIRE

1	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	4
1.1.	PRESENTATION DE L'OPERATION	4
1.1.6	DOCUMENTS QUI ONT PERMIS LA RÉALISATION DU PGC :	7
2	ENCLenchement DE LA MISSION DE COORDINATION SPS	8
2.1.	DOCUMENTS ET INFORMATIONS A COMMUNIQUER AU COORDONNATEUR	8
3	ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	10
3.1	MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	10
3.2	INSTALLATIONS DE CHANTIER	12
3.3.	DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	14
3.4	MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	16
4	MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS : SUJETIONS QUI EN DECOULENT.	18
4.1.	VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES / VERTICALES DANS LE CHANTIER	18
4.2.	CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS – MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	18
4.3.	ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	19
4.4.	CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	20
4.5.	UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE	21
4.6.	UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	24
4.7.	MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	25
5	INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	33
5.1.	INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	33
6	SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	35
6.1.	ORGANISATION DES SECOURS	35
7.	MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.	37
7.1.	MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	37
8	ANNEXES	38
6.1.	ANNEXE 1 : ANNUAIRE	38
8.8.	LISTE DES QUIPEMENTS INDIVIDUELS DE PROTECTION INDIVIDUELLES	40

1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Descriptif de l'opération :

Le projet consiste en travaux d'amélioration du bâtiment IFSI CH Delafontaine de Saint-Denis (93): changement des fenêtres, des éclairages, des faux plafonds et mise en peinture des locaux.

Description générale de l'opération

1. Installations de chantier
2. Travaux préparatoires
3. Curage et Gros Œuvre
4. Second Œuvre
5. Finitions
6. Repli

Calendrier :

Date début des travaux : 12/2023

Date de fin des travaux : 06/2024

Planning - Phasage de l'opération :

La durée effective globale des travaux est estimée à :	7 mois
Le nombre d'entreprises devant intervenir, sous-traitants compris est estimé à :	4 unités
L'effectif de pointe est estimé à : pour un effectif global : < 500 H.J.	10 personnes

1.1.2. Mode de consultation

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires d'un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

- Permis de construire - Prescriptions particulières

- Déclaration préalable : à transmettre aux organismes de prévention (Inspecteur du Travail, OPPBTP et CRAMIF), 2 mois avant le démarrage des travaux

- Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice : www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

- Activités d'exploitation maintenues durant le chantier : Toute Co activité et interférences avec les exploitants du site est à proscrire, étudier tous les cas de figure afin de laisser les accès, les circulations et toutes les parties communes libres de tout objet ou encombrant.

- Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Toute Co activité et interférences avec les exploitants du site est à proscrire, étudier tous les cas de figure afin de laisser les accès, les circulations et toutes les parties communes libres de tout objet ou encombrant.

- Présence du public, des usagers

Laisser les accès, les circulations de tout objet ou encombrant, baliser et distinguer les flux des personnes du chantier de ceux de l'établissement.

- Servitudes particulières

Le parking, les halls, les cages d'escaliers et ascenseurs peuvent être des servitudes communes !!, étudier toute solution adéquate et vigilance accrue à défaut !!

- Référé préventif

Au vouloir du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre

- Salariés détachés par leur employeur sur le sol français :

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

- Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention.

- Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

- Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice : www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

- Demande d'autorisation de voirie

Eventuellement, si occupation de la voirie lors des livraisons sur la rue ou l'Avenue.

- Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Toute Co activité et interférences avec les exploitants du site est à proscrire, étudier tous les cas de figure afin de laisser les accès, les circulations et toutes les parties communes libres de tout objet ou encombrant.

- Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Toute Co activité et interférences avec les exploitants du site est à proscrire, étudier tous les cas de figure afin de laisser les accès, les circulations et toutes les parties communes libres de tout objet ou encombrant.

- Présence du public, des usagers

Laisser les accès, les circulations de tout objet ou encombrant, baliser et distinguer les flux des personnes du chantier de ceux de l'établissement.

- Servitudes particulières

Le parking, les halls, les cages d'escaliers et ascenseurs peuvent être des servitudes communes !!, étudier toute solution adéquate et vigilance accrue à défaut !!

- Référé préventif

Au vouloir du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

- Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français :

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

Tableau récapitulatif des diagnostics (Amiante, Plomb, État parasite,...)

Amiante – Plomb - HAP					
Document reçu	Date	Etat	Document reçu	Date	Etat
Diagnostic amiante	A communiquer avant travaux		Repérage plomb	A communiquer avant travaux	
Plan de retrait Amiante	A communiquer avant travaux		Plan de retrait Plomb	A communiquer avant travaux	

Avant toute intervention sur l'existant, sur les parties démolies ou percées, les entreprises s'assureront, après lecture du diagnostic amiante tous travaux qui leur serait fourni par le Maître d'Ouvrage, qu'il n'existe pas de fibres d'amiante suivant les articles R. 1334-14 à 29, du code de la santé publique, conformément à la norme NF X 46-020 de Novembre 2002 et de l'arrêté du 02 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition, en application de l'article 10-4 du décret N° 96-97 du 07 février 1996 modifié (Bâtiments dont le PC a été déposé avant juillet 1997, ou en cas de suspicion de présence d'amiante, pour les bâtiments dont le PC a été déposé après 1997.

Dans le cas contraire, leur personnel devra appliquer les dispositions du décret 96-98 concernant le travail en présence de fibres d'amiante.

En cas de présence d'amiante, les démarches réglementaires prévues dans le code du travail et le code de la santé publique devront être engagées. Toutes les dispositions seront donc prises pour le traitement de ces MCA, par une entreprise qualifiée et spécifiquement mandatée pour ce type de prestation

Les entreprises (concernées ou non par des travaux amiante ou à proximité) doivent mettre en place une information spéciale Amiante liées à ce chantier.

Pour ce faire, tous les salariés qui auront à travailler sur ce chantier doivent avoir été informés en préalable à leur venue sur ce chantier.

Chaque chargé d'affaire signera un document mis en place par son entreprise, (un exemplaire sera remis dans un classeur sécurité consultable sur le site, une copie conservée par l'entreprise).

Ce document précisera l'engagement du conducteur de travaux de l'opération sur les divers points suivants :

- Lire et analyser tous documents amiante mis à disposition par le maitre d'ouvrage.
- Former spécifiquement à l'amiante pour ce chantier, chacun des salariés de son entreprise venant travailler sur ce chantier.
- Communiquer toutes les informations et règles à appliquer à ces sous-traitants et prestataires.

Il précisera également :

- la liste des salariés de son entreprise sur le chantier avec leur signature correspondante
- la liste des sous-traitants et prestataires connus à ce jour (une fiche identique sera alors remise à chacun des prestataires engagés par l'entreprise)

Ainsi toutes erreurs et tous manquements aux règles édictées par le CSPS sur ce chantier sera imputable directement à l'entreprise titulaire d'un lot qui ne pourra faire valoir un manque d'information ou une erreur commise par un prestataire ou sous-traitant.

1.1.6 Documents qui ont permis la réalisation du PGC :

-Devis

2 ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS

2.1. DOCUMENTS ET INFORMATIONS A COMMUNIQUER AU COORDONNATEUR

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mises-en Œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Détail
2.1.1	PREVENTION DES RISQUES DE COACTIVITE	MOE		Ph. Préparation
2.1.1.1	<p>Points de prévention dont les mesures restent en attente de décision</p> <p>A la date d'élaboration du présent PGC, le coordonnateur SPS n'a pas reçu du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre les réponses aux propositions de mesures concernant les points de prévention énumérés ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amiante - Un Diagnostic Technique Amiante (D.T.A) est à fournir à COBAT-COPREV. - Un Diagnostic Avant Travaux à compléter (matériaux suspects non prélevés et zones non visitées - Les résultats du repérage seront à joindre au DCE - Les résultats de cette analyse-ci devront être tenus à la disposition des organismes de prévention chargés de vérifier que ces contrôles ont bien été effectués. - En plus des mesures libératoires et de restitution il faudra effectuer les mesures Points « O » (point zéro) avant confinement et retrait d'amiante. <p>L'ensemble des matériaux amiantés sera prévu déposé avant démarrage des travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plomb <p>Un Diagnostic Plomb est à fournir à COBAT-COPREV.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un Diagnostic Plomb à compléter - Les résultats du repérage seront à joindre au DCE - Les résultats de cette analyse-ci devront être tenus à la disposition des organismes de prévention chargés de vérifier que ces contrôles ont bien été effectués. <p>Désamiantage – Déplombage</p> <p>Le remplacement des matériaux contenant de l'amiante ou Plomb, ou leur enlèvement devra se faire suivant les mesures prévues au sens du chapitre II du décret 96-98.</p> <p>Seules des entreprises dûment informées de la présence d'amiante, (quel que soit la forme et l'état de conservation), possédant les qualifications obligatoires pourront intervenir</p> <p>La présence de poussière et des résidus de plomb est non négligeable, une campagne de test par lingette est à réaliser juste avant l'appel d'offre afin de prévoir un nettoyage des zones concernées.</p> <p>En conséquence, pour ces points de prévention, le coordonnateur SPS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • a mentionné des mesures de portée générale et se réfère aux bonnes pratiques et obligations réglementaires, • a fait apparaître dans le PGC, les responsables de leur mise en œuvre et de leur suivi sous la mention « A désigner par MOA / MOE ». <p>Dès que les mesures seront décidées et transmises au coordonnateur, le PGC fera l'objet d'une mise à jour.</p>	MO		
2.1.1.2.	<p>Pièces écrites, plans</p> <p>Les éléments énumérés ci-après sont indispensables à la mise en œuvre de la coordination S.P.S., dans le respect des exigences réglementaires.</p> <p>Ils nous permettront d'élaborer les d'ouvrage documents dont vous nous avez demandé la rédaction, en particulier le Plan Général de Coordination SPS, que vous devrez joindre au DCE. Les informations et documents ci-dessous ne nous sont pas parvenus. Nous vous remercions de bien vouloir nous les communiquer au plus tôt.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coordonnées de la maîtrise d'œuvre - Liste, même partielle, des entreprises déjà retenues, avec leurs coordonnées - Plans projet de la maîtrise d'œuvre - Liste des lots - C.C.A.P. - C.C.T.P. - Calendrier prévisionnel des études, des travaux, ainsi que le planning des travaux - Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'Œuvre conformément à l'article R 4532-44 2° du code du travail - Plan d'installation de chantier - Rapport de repérage amiante avant travaux - Rapport de repérage plomb avant travaux - Conclusions du Permis de Construire - Copie de l'état des risques naturels et technologiques relatifs au lieu de l'opération 			

	<ul style="list-style-type: none"> - Copie de la DT (Déclaration de travaux – Consultation obligatoire du téléservice : www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) et des réponses des différents exploitants d'ouvrage. - Diagnostic des existants (chantier de rénovation, réhabilitation, restructuration) - Tous les plans des réseaux disponibles chez le maître d'ouvrage - Règlement intérieur de l'établissement exploité (cas du chantier situé à l'intérieur d'un établissement maintenu en exploitation) - Plan de situation du chantier, avec éventuellement les coordonnées GPS - Tout document que vous jugerez utile à la réalisation de notre mission de coordination SPS 			
2.1.2	<p>PREVENTION DES RISQUES LIES AUX INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE</p> <p>2.1.2.1. Documents à réclamer aux entreprises et à joindre au DIUO</p> <p>Les documents énumérés ci-dessous sont destinés à être référencés dans le DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE.</p> <p>Certains sont à remettre par le Maître d'œuvre, d'autres par les entreprises, qu'elles Joindront à leurs Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).</p> <p>Nous vous indiquons dès à présent la liste des documents à fournir en fin de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plan de masse - Plans de l'ouvrage - Plans des façades - Réseaux existants et créés : plans de récolement - Installations électriques : plans et schémas - plans d'accès – cheminements - Installations de ventilation/climatisation : plans et schémas - plans d'accès - cheminements - Installations de désenfumage : plans et schémas – plans d'accès - cheminements - Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) : Bordereau établi sur papier à entête du Maître d'Œuvre - Dossier de Maintenance des Lieux de Travail (DMLT) : Bordereau renseigné par le Maître d'Ouvrage - AMIANTE - DTA : Fiche récapitulative mise à jour à l'issue des travaux - AMIANTE : positionnement des produits amiantés laissés en place dans les ouvrages et indication des moyens de signalisation - PLOMB : positionnement des parties d'ouvrage contenant du plomb et indication des moyens de signalisation 	MOE MO Tout interv		Après interv

3 ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

3.1 MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mises-en Œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Détail
3.1.1.	<p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p>RAPPEL : le chantier est interdit au public. Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>	Entrep. Concernée	Maître d'œuvre Maître D'ouvrage Toutes entrep	Durée Chantier
3.1.1.1	<p>Personnes autorisées Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier, équipées des EPI adaptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération - les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe - les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignés pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonnateurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous- traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. 			
3.1.1.2.	<p>Conditions d'accès des personnes autorisées Vous conformer aux obligations concernant l'accès des personnes autorisées, imposées sur le chantier.</p>			
3.1.1.3.	<p>Informations des salariés Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc....).</p>			
3.1.1.4.	<p>Liste nominative des intervenants Chaque entreprise tiendra à jour la liste de ses salariés intervenant sur le chantier. Tenir cette liste à disposition de l'Inspection du Travail et des représentants de la CARSAT.</p>			
3.1.1.5.	<p>Identification des entreprises Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage</p>			
3.1.1.6.	<p>Utilisation du personnel intérimaire Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, - que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, - que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires 			
3.1.1.7.	<p>Emploi de salariés détachés Rappel des obligations de l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés sur le territoire français :</p>			

	<p>L'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux articles L1262-1 et L1262-2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - adresse une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation ; - désigne un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 pendant la durée de la prestation. <p>Rappel des obligations du donneur d'ordre ou du maître d'ouvrage :</p> <p>Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés sur le territoire français, vérifie auprès de ce dernier, avant le début du détachement, qu'il s'est acquitté de ses obligations de déclaration auprès de l'inspection du travail. Pour cela, le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage se fait remettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de cette déclaration ; - une copie du document désignant le représentant chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 (inspection du travail notamment). <p>A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant les documents ci-dessus, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre adresse, dans les 48 heures suivant le détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation, dont le contenu est précisé à l'article R1263-14 du code du travail.</p>			
3.1.1.8.	<p>Fournisseurs - Livreurs</p> <p>Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu.</p> <p>Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.</p>			
3.1.1.9	<p>Conditions d'accès de certains visiteurs : groupes scolaires, futurs propriétaires ou utilisateurs de l'ouvrage, autres visiteurs</p> <p>Certains visiteurs, qui ne sont pas partie prenante dans la réalisation de l'opération, sont autorisés à pénétrer sur le chantier sous réserve du respect des obligations décrites ci-après et de l'accord du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Les visiteurs seront obligatoirement accompagnés par une personne connaissant le chantier. Les conditions et modalités d'accès des visiteurs, devront être déterminées et organisées préalablement à chaque visite par le maître d'œuvre et le demandeur, en concertation avec le coordonnateur SPS. Elles seront communiquées par écrit au demandeur.</p> <p>Ce dernier indiquera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identité du demandeur et le motif de la visite - les jours et heures de visite autorisés, en dehors desquels la visite de chantier ne pourra pas avoir lieu - l'itinéraire de la visite à respecter obligatoirement - le nombre de personnes maximum à ne pas dépasser par visite - le nombre et les identités des personnes encadrant les visiteurs - les consignes de sécurité à respecter par chaque visiteur, notamment le port des équipements individuels de protection. <p>Vous conformer aux obligations concernant l'accès des personnes autorisées, imposées sur le chantier</p>			
3.1.1.10	<p>Déclaration de sous-traitants</p> <p>Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la</p> <p>Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire.</p> <p>L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non-respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.</p>			
3.1.1.11	<p>Intervention en dehors des jours et heures d'ouverture du chantier</p> <p>Toute entreprise souhaitant travailler en dehors des périodes d'ouverture du chantier doit en aviser par écrit, au moins une semaine avant, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.</p> <p>En cas d'accord de ces derniers, l'entreprise indique dans son PPSPS, qu'elle diffuse au coordonnateur SPS (additif), la nature de l'intervention, les conditions de réalisation, et les mesures particulières qu'elle adopte :</p>			

3.1.2.	<ul style="list-style-type: none"> • pour que les salariés ne demeurent pas isolés sur le chantier et puissent être rapidement secourus en cas d'accident : nombre d'intervenants, présence de secouriste(s) du travail formé dans l'équipe, consignes d'appel des secours, moyens d'alerte mis à disposition ; • afin de répondre à toute contrainte qui lui serait indiquée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS, préalablement à l'intervention. <p>L'entreprise est tenue d'obtenir les autorisations administratives, dans le cas où celles-ci sont requises.</p>			
	<p>DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER</p> <p>Les modalités d'accès au chantier (itinéraires aux abords du chantier, conditions particulières, etc....), précisées dans le PGC ou ses mises à jour, feront l'objet d'une information du personnel de chaque entreprise</p>			
	<p>Itinéraire d'accès – Fléchage</p> <p>Matérialiser l'accès à la zone de travaux par un affichage</p>			
	<p>Dispositions particulières à l'opération</p> <p>Etant donné que le site étant occupé, il est impératif de mettre le chantier clos et indépendant et d'éviter au maximum les interférences entre le chantier et le personnel de l'établissement</p>			

3.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mises-en Œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Détail
3.2.1.	<p>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</p> <p>Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.</p>	Maître D'œuvre		Ph. Préparation
3.2.1.1	<p>Organisation générale</p> <p>La base-vie sera mise à disposition des intervenants par le Maître d'ouvrage dont la localisation sera définie ultérieurement</p>			
3.2.1.2	<p>Projet de plan d'installation de chantier</p> <p>Préciser sur un plan d'installation de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site. L'emplacement des clôtures de chantier. Les accès au chantier. Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules. Les sens de circulation. Les aires d'attente et de retournement des camions et engins. Les zones de manœuvre des véhicules et engins Les zones interdites à la circulation et au stationnement. Les zones de stockage par type de matériaux. Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.). La position des téléphones de secours et des points de rassemblement. La position des moyens de secours contre l'incendie. 	ENTREPRISE PRINCIPALE	ENTREPRISE PRINCIPALE	<p>Avt Maintenu pdt leur durée</p> <p>Durée chantier</p>
3.2.2.	<p>CLOTURE DE CHANTIER</p> <p>Mettre en place une clôture de chantier afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end...). En assurer l'entretien.</p> <p>Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.</p>	ENTREPRISE PRINCIPALE	ENTREPRISE PRINCIPALE	Durée chantier
3.2.2.1	<p>Caractéristiques générales</p> <p>Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un portail d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, Week end, ...). • d'un ensemble de collier ou de bride de fixation pour liaisonner les panneaux entre eux • de panneaux "chantier interdit au public" • de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire <p>Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.</p>			

3.2.2.2	Fermetures des clôtures Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, Week-end, ...)			
3.2.2.3	Panneau de chantier Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichés et seront lisibles depuis la voie publique. Affichage de la déclaration préalable et de ses mises à jour par le Coordonnateur SPS dans le bureau de chantier.			
3.2.3.	PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES Les branchements et raccordements provisoires aux fluides et utilités à l'intérieur des ouvrages, nécessaires à la réalisation du chantier, seront réalisés conformément aux prescriptions de la norme NFP 03 001.	ENTREPRISE PRINCIPALE	ENTREPRISE PRINCIPALE	Durée chantier
3.2.3.1	Electricité (réseau intérieur) L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance. Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m. Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de Protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds. Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues. Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain-pied dans les passages et escaliers. Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires. Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89).			
3.2.3.2.	Eclairage des postes de travail L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante. Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 ml. Les enrouleurs seront marqués "catégorie B" norme NFC 61.720. Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima. Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008. Les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de Protection	Toutes Entrep	Toutes entrep	Durée Chantier
3.2.4.	ZONE DE CANTONNEMENT Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants	ENTREPRISE PRINCIPALE	Entrep. Concernée	Avt Maintenu pdt leur durée
3.2.4.1.	Gestion de cantonnement - Base vie La base vie sera gérée par le responsable du chantier désigné pendant toute la durée des travaux du présent marché. Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe. Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.			Durée Chantier
3.2.4.2.	Installations communes de vie collective Les installations de vie collective seront communes à ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier. Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir. Vestiaires Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté 1,25 m2 par personne Réfectoire			

3.2.5.	<p>Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde-manger ou réfrigérateur 1,25 m2 par personne</p> <p>Installations communes d'hygiène Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier</p> <p>Salle de réunion Installer et mettre à disposition une salle de réunion de capacité conforme aux prescriptions du marché, équipée du mobilier nécessaire, correctement chauffée, éclairée et aérée conformément aux règles applicables. Prévoir des tables et chaises en nombre suffisant, des armoires permettant le rangement des documents afférents au chantier, notamment ceux de la coordination SPS, et des dispositifs permettant l'affichage des plans. Prévoir un nettoyage régulier</p> <p>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages) L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement. Ces travaux de nettoyage feront l'objet d'un contrat avec une entreprise extérieure qui sera imputé au compte prorata (si prévu, sinon à charge lot principal)</p> <p>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT Les dépenses de fonctionnement du chantier relatives aux consommations d'énergies sont portées au compte prorata conformément aux prescriptions de la NFP 03- 001 et/ou des Dispositions des pièces du marché</p>			
3.2.6.	<p>DEPENSES D'EXPLOITATION Toute nouvelle dépense d'exploitation, et les frais afférents, décidée en phase de réalisation lors des réunions de chantier ou de coordination SPS, pour la bonne marche des travaux, fera l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du maître d'œuvre, entre le maître d'ouvrage et les entrepreneurs des différents corps d'état intéressés.</p>	Maître d'œuvre Maître d'ouvrage Toutes Entrep		Ph. préparation
3.2.7.	<p>NETTOYAGE DU CHANTIER Chaque entreprise devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en fin de journée : faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.) • en fin de semaine : faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties Concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc.) <p>Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone</p>	Toutes Entrep		Quotidien
3.2.8.	<p>MOYENS COMMUNS PREVUS AUX CCTP L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement</p>	Toutes Entrep		Durée chantier

3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mises-en Œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Détail
3.3.1.	<p>DEFINITION DES DOMAINES DE TENSION Les 4 domaines de tension sont : Pour l'alternatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - TBT < à 50 Volts - BT entre 50 V et 1 000 Volts - HTA entre 1 000 V et 50 000 Volts 	Tous interv.		Durée chantier

	<ul style="list-style-type: none"> - HTB > 50 000 Volts <p>Pour le continu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - TBT < à 120 Volts - BT entre 120 V et 1 500 Volts - HTA entre 1 500 V et 75 000 Volts - HTB > 75 000 Volts 			
3.3.2.	<p>DEFINITION DES DISTANCES DE SECURITE</p> <p>Les distances de sécurité sont définies entre un opérateur et une. Installation ou un ou- vrage. On distingue 5 types de distances à partir d'une pièce nue sous tension :</p> <ul style="list-style-type: none"> • DLI : distance limite d'investigation (établie à 50 m) • DLVS : distance limite de voisinage simple (3 m < à 50 000 volts - 5 m > 50 000 Volts) • DLVR : distance limite de voisinage renforcée (en BT = 30 cm - en HT = distance variable en fonction de la tension) • DMA : distance minimale d'approche (en BT = DLRV - en HT = distance limite à ne jamais franchir) • DLAP : distance limite d'approche prudente autour d'une canalisation isolée enterrée (50 cm de la canalisation) 	Tous interv		Durée chantier
3.3.3.	<p>DEFINITION DES ZONES AUTOUR D'UNE PARTIE NUE SOUS-TENSION</p> <p>Zone 0 (DLI) : zone d'investigation où le personnel non habilité peut travailler sans risque. Zone 1 (DLVS) : zone de voisinage simple d'accès réservés aux personnels habilités au domaine de tension de la zone Zone 2 (DLVR) : zone de voisinage renforcé dont l'accès est réservé au personnel habilité désigné par l'employeur et autorisé à travailler au voisinage de pièces nues sous tension en HT Zone 3 (DMA) : zone de travaux sous tension HT accessible uniquement à des électriciens formés et habilités aux travaux sous tension Zone 4 (DMA) : zone de voisinage renforcé BT, règles d'interventions générales ou relatives aux travaux sous tension en BT (réservé aux électriciens pour manœuvre, mesurage, essai ...) Habilitation électrique : Tout intervenant sr les travaux électriques, fera impérativement objet d'une habilitation électrique</p>	Tous interv		Durée chantier
3.3.4.	<p>RESEAU ELECTRIQUE BT, HTA, HTB INTERIEUR AUX OUVRAGES</p> <p>Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage, avec des pièces nues sous tension, ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités. Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux</p> <p>a) Demande de mise hors tension Demander à l'exploitant du réseau de mettre la mise hors tension de ce réseau au niveau du chantier pour une durée de : durée à préciser en fonction du planning prévisionnel et de délivrer "l'attestation de mise hors tension" conformément aux dispositions du code du travail. (R.4534-111 à R.4534-116).</p> <p>b) Mise hors tension acceptée par l'exploitant Lorsque la mise hors tension est acceptée par l'exploitant du réseau, les travaux seront réalisés sous couvert d'une attestation de mise hors tension délivrée par l'exploitant, conformément aux dispositions des articles R.4534-111 à R. 4534-116 du Code du Travail</p>	Entrep. Concernée	Entrep. Concernée	Durée chantier
		Exploitant	Entrep. Concernée	Avt trvx – Maintenu pdt leur durée
3.3.4.1.	<p>Mise hors tension Faire effectuer la mise hors tension par l'exploitant du réseau, ou par l'employeur lui-même, sous réserve que ce dernier ait obtenu l'accord écrit de l'exploitant pour le faire</p>	Exploitant	Entrep. Concernée	Avt trvx – Maintenu pdt leur durée
3.2.4.2.	<p>Attestation de mise hors tension Une attestation écrite de mise hors tension du réseau électrique est obligatoirement signée et remise par l'exploitant au responsable de l'entreprise réalisant les travaux</p>	Exploitant	Entrep. Concernée	
3.3.5.	<p>RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES</p> <p>En cas de présence de réseaux autres que électriques, suite à la DICT, l'employeur déterminera, en concertation et en accord avec l'exploitant concerné, les mesures à prendre, ainsi que les recommandations techniques et consignes de sécurité à mettre en œuvre, afin d'éviter les risques consécutifs à l'interférence de ces réseaux avec les travaux. Ces mesures comprendront notamment, les repérages et balisages des réseaux, les consignations, dégazages, inertages, pose de dispositifs de protection mécanique, ainsi que toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant</p>	Toutes entrep.		Avt trvx – Maintenu pdt leur durée
3.3.6.	<p>CONDITIONS METEOROLOGIQUES</p>			

	Les conditions météorologiques peuvent interférer avec la santé. Immédiat et la sécurité des travailleurs du chantier ainsi qu'avec la sécurité des riverains du chantier. Des mesures de prévention de ces risques doivent être prises.	Tous interv		Immédiat
--	---	-------------	--	----------

3.4 MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mises-en Œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Détail
3.4.1.	<p>AMIANTE Rappel des principales bonnes pratiques incombant aux acteurs du chantier lorsque l'ouvrage renferme des matériaux contenant de l'amiante (MCA) :</p> <p>a) Maître d'ouvrage (donneur d'ordre) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • communiquer tous les documents de repérage amiante (DTA, repérage avant démolition totale ou partielle, repérage avant travaux) au maître d'œuvre, aux entreprises (DCE) et au CSPPS. • choisir des entreprises certifiées pour les travaux de retrait et d'encapsulation d'amiante (Travaux sous-section 3) ; • choisir les entreprises certifiées pour effectuer les examens visuels et mesures d'empoussièrement vous incombant (Travaux sous-section 3) ; • récupérer et conserver les bordereaux de suivi de déchets renfermant de l'amiante (BSDA) ; <p>b) Maître d'œuvre – OPC :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérifier la bonne transmission des documents « amiante » aux entreprises, et la cohérence des repérages réalisés par rapport au périmètre et au contenu des travaux ; • notifier l'obligation de certification d'entreprise dans les CCTP et vérifier que les entreprises choisies sont titulaires d'une certification (travaux de démolition, encapsulage ou retrait) ; • tenir compte des délais d'instruction du plan de retrait (travaux sous-section 3) ou modes opératoires (Interventions sous-section 4) ; • interdire toute coactivités dans les zones de travaux provoquant l'émission de fibres. <p>c) Entreprise – sous-traitant – travailleur indépendant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • s'assurer de l'exhaustivité des repérages avant travaux et de leur cohérence par rapport au périmètre et au contenu des travaux ; • élaborer et fournir un PPSPS ainsi qu'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation (Travaux sous-section 3), ou des modes opératoires (Intervention sous-section 4) • former ses salariés ; • évaluer le niveau d'empoussièrement des opérations ; • respecter les règles techniques liées à ses travaux ; • conditionner, stocker et évacuer les déchets amiantés selon les dispositions réglementaires et règles de l'art. • informer le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le C. SPS de tout aléa en phase de chantier. <p>Incertitude quant à la présence d'amiante – Investigations complémentaires</p> <p>Attention : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale, ou repérage avant travaux, lié aux travaux envisagés au titre de la présente opération).</p> <p>Dans l'attente des investigations complémentaires et de leur communication, il appartient au maître d'œuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité de flocage, calorifugeage, faux plafonds, travaux de démolition même partielle, découpe, percement, sciage, carottage, battage, enlèvement d'enrobé de chaussée, etc.....</p> <p>PAS DE PRODUITS CONTENANTS DE L'AMIANTE Faire procéder aux repérages des matériaux contenant de l'amiante avant tout début d'intervention d'entreprises. Communiquer les rapports de repérage aux entreprises, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS</p> <p>Interrompre votre intervention dans l'attente de la communication des rapports de repérage amiante. Signaler la zone après l'avoir évacuée et mis votre chantier en sécurité. En interdire l'accès par des dispositifs matériels</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Ph. Préparation
		Maitre d'œuvre	Maitre d'œuvre	
		Entreprise	Entreprise	

3.3.2.	PLOMB Le Maître d'ouvrage est tenu, dans le cadre de l'évaluation des risques professionnels (PGP) de rechercher la présence de matériaux contenant du plomb, conformément au code de la santé publique et au code du travail, sans critère de la date de construction de l'ouvrage. Conformément à la réglementation en vigueur, le Maître d'Ouvrage transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS les rapports de repérage des matériaux contenant du plomb.	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Ph. préparation
3.3.2.1.	Diagnostic Repérage avant travaux Aucun constat de risque d'exposition au plomb (CREP) n'a été effectué par le Maître d'ouvrage. Faire réaliser les repérages de plomb dans les ouvrages avant le début des travaux et transmettre les rapports au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS. Aucun démarrage de travaux ne pourra intervenir avant l'obtention des informations relatives à la présence ou non de plomb.	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Ph. préparation
3.3.2.2.	Investigations complémentaires Différer le démarrage des travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de contenir du plomb dans l'attente des investigations complémentaires nécessaires.	Maître d'ouvrage	Toutes Entrep	Avt trvx – Maintenu pdt leur durée
3.3.2.3	Solutions de traitement retenues « Reprendre le choix arrêté par le MOE » dans le CCTP du lot concerné » Exemples : A ce stade de la conception, les choix de traitement retenus par la maîtrise d'œuvre sont détaillés dans les CCTP	Maître d'œuvre	Maître d'œuvre	Ph. préparation
3.3.2.	INTERVENTION SUR L'EXISTANT - VETUSTE – INSTABILITE	Maître d'œuvre	Toutes Entrep	Avt trvx – Maintenu pdt leur durée
3.3.2.1.	Ouvrages nécessitant d'éventuels travaux de confortement Faire réaliser un diagnostic solidité des ouvrages dont la solidité est douteuse, de ceux devant être particulièrement sollicités durant la réalisation des travaux, de ceux faisant office de protection collective, contre les chutes notamment, de ceux devant supporter les sollicitations engendrées par des dispositifs de protections individuelles ou collectives. Prévoir le renforcement des ouvrages ne présentant pas des garanties de solidité Suffisante.			
3.3.2.2	Éléments instables Débarasser les existants de tous les éléments de construction non scellés ou présentant un risque de chute	Toutes Entrep		Durée chantier

4 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS : SUJETIONS QUI EN DECOULENT

4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES / VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mises-en Œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Détail
4.1.1.	<p>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES</p> <p>L'utilisation généralisée de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation ne permet pas de répondre aux principes généraux de prévention.</p> <p>Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise.</p> <p>Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément. Cette règle interdit le port manuel de charge sur une échelle.</p> <p>L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail</p>	<p>ENTREPRISE PRINCIPALE</p> <p>OU</p> <p>ENTREPRISE CONCERNEE</p>	<p>ENTREPRISE PRINCIPALE</p> <p>OU</p> <p>ENTREPRISE CONCERNEE</p>	Durée chantier
4.1.2.	<p>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</p> <p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin 	<p>ENTREPRISE PRINCIPALE</p> <p>OU</p> <p>ENTREPRISE CONCERNEE</p>	<p>ENTREPRISE PRINCIPALE</p> <p>OU</p> <p>ENTREPRISE CONCERNEE</p>	Durée chantier

4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS – MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention – Mesures d'organisation et de coordination	Mises-en Œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Détail
4.2.1.	<p>EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE</p> <p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.</p> <p>Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment.</p> <p>Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre</p>	Toutes Entrep		Durée chantier
4.2.2.	<p>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</p> <p>Afin de limiter les risques de troubles musculosquelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention.</p> <p>Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations.</p> <p>Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles.</p> <p>Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS</p>	Tous interv. Toutes Entrep		Durée chantier
4.2.2.1	<p>Déchargement</p> <p>Prévoir les moyens de déchargements mécaniques par des moyens mécaniques adaptés aux besoins et aux contraintes du chantier, en fonction d'une étude d'adéquation qui sera jointe au PPSPS (Chariot- treuil ou lift)</p>	Entrep. Concernée		Durée chantier

4.2.2.2.	Conditionnement des matériaux et matériels Conditionner les matériels et matériaux de façon à ce que leur manutention soit compatible avec les dispositifs de manutention prévus	Toutes Entrep		Durée chantier
-----------------	--	------------------	--	-------------------

4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention – Mesures d’organisation et de coordination	Mises-en Œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Détail
4.3.1.	APPROVISIONNEMENTS Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d’œuvre et les entreprises prévoiront, en fonction des volumes et quantité des matériaux : - La planification des approvisionnements en fonction de l’enchaînement des tâches - Les moyens matériels d’approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux, ... - Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation, ... Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d’approvisionnement des matériels et matériaux.	Toutes Entrep		Durée chantier
4.3.1.1.	Livraisons – Approvisionnements Préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté pour celle-ci, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès à la demande du négociant. Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison			
4.3.2.	STOCKAGES Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile). Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc....) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d’œuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l’enchaînement des interventions d’entreprises dans la zone concernée. Le stockage d’un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit. Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d’utilisation, et les transmettre à la maîtrise d’œuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.	Toutes Entrep		Durée chantier
4.3.2.1.	Aménagement, matérialisation et signalisation des stockages de produits chimiques Aménager les zones de stockage de produits chimiques conformément aux dispositions réglementaires et consignes du fournisseur (rétention de capacité suffisante, moyens de lutte contre l’incendie...) Baliser chaque zone de stockage. Signaler les stockages de produits dangereux par des affichettes mentionnant les étiquettes de danger correspondant aux produits stockés ainsi que les conseils de prudence relatives à la manipulation de ces produits (interdiction de fumer, interdiction de points chauds, règles d'utilisation, port des EPI, ...	Entrep. Concernée		Durée Chantier
4.3.2.2.	Incompatibilité entre produits Stocker les produits chimiques en respectant les règles d'incompatibilité. Veillez à séparer physiquement les produits incompatibles	Entrep. Concernée		Durée Chantier
4.3.2.3.	Fractionnement et étiquetage des produits Tout contenant doit obligatoirement porter une étiquette correspondant aux caractéristiques et dangers du produit qu'il contient. Lors de toute opération de fractionnement, consistant à répartir une quantité de produit en plusieurs quantités plus petites dans des contenants secondaires, l’étiquetage doit être répercuté sur chacun des contenants secondaires. L'utilisation de contenant inapproprié, notamment ceux de type alimentaire pouvant être A l'origine de confusion de la part d'un utilisateur, doit être proscrire	Entrep. Concernée		Durée Chantier
4.3.2.4.	Produits inflammables Le stockage des liquides inflammables doit être effectué, en tenant compte des quantités et de la caractéristique des produits stockés. Toutes les dispositions concernant les risques liés au contact, à la manipulation des produits et leurs conditionnements seront prises conformément aux instructions données dans les Fiches de Données de Sécurité.	Entrep. concernée		Durée chantier

	<p>Le local de stockage sera isolé, facilement condamnable, éclairé, ventilé, équipé de bacs de rétention, de matière absorbante à proximité et comportera des moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux produits stockés.</p> <p>Les appareils électriques amovibles utilisés seront de classe TBT.</p> <p>Les notices d'utilisation devront être clairement expliquées aux utilisateurs et être rédigées en Français</p>			
--	--	--	--	--

4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention – Mesures d'organisation et de coordination	Mises-en Œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Détail
4.4.1.	<p>EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI</p> <p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain-pied.</p> <p>Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...).</p> <p>Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés</p>	Tous interv.		Durée chantier
4.4.2.	<p>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX</p> <p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain-pied.</p> <p>Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés.</p> <p>Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier.</p> <p>L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées</p>	Tous Interv		Durée Chantier
4.4.2.1.	<p>Déchets industriels banals (DIB)</p> <p>Mettre à disposition des bennes correspondant aux différents produits non dangereux à évacuer et en assurer également la concernée gestion (enlèvement, remplacement, etc....)</p> <ul style="list-style-type: none"> - papiers, cartons (propres et pliés), - bois, - polystyrènes, plastiques, - métaux 	Entrep. concernée		Durée chantier
4.4.2.2.	<p>Déchets inertes (DI)</p> <p>Mettre à disposition des bennes correspondant aux différents produits non dangereux à évacuer et en assurer également la gestion (enlèvement, remplacement, etc..)</p> <ul style="list-style-type: none"> - béton et matériaux connexes, - matériaux de construction 	Entrep. concernée		Durée Chantier
4.4.2.3.	<p>Déchets, gravats, tous produits non dangereux</p> <p>Faire évacuer et remplacer les bennes avant tout risque de débordement.</p> <p>Durant les opérations de changement et déchargement de benne, interdire l'accès à la zone de manœuvre</p>	Entrep. concernée		Durée chantier
4.4.3.	<p>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX</p> <p>Chaque entreprise reste responsable des déchets dangereux produits par ses travaux. Le PPSPS de l'entreprise mentionnera les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets.</p> <p>Les déchets dangereux devront être évacués au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier.</p> <p>Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la gestion et la protection vis à vis des tiers et des autres intervenants.</p> <p>Le stockage de ces produits se fera impérativement sur les emplacements réservés à cet effet, dans le respect des règles d'incompatibilité.</p>	Entrep. concernée	Toutes entrep	Durée Chantier
4.4.3.1.	<p>Produits chimiques</p> <p>Chaque entreprise reste responsable des produits chimiques issus de ses propres travaux. Mentionner dans le PPSPS les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Evacuer les produits chimiques au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Veiller au respect des règles de stockage mentionnées dans les fiches de données de sécurité, ainsi qu'au respect des règles d'incompatibilité entre produits</p>	Toutes entrep	Toutes entrep	Durée Chantier
4.4.3.2.	<p>Déchets contaminés</p>	Entrep.		Durée

	Les procédures seront établies après analyse des risques, suivant le type de contamination détecté. Ces procédures devront être mentionnées dans le PPSPS	concernée		Chantier
--	---	-----------	--	----------

4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention – Mesures d'organisation et de coordination	Mises-en Œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Détail
4.5.1.	<p>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</p> <p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Tous interv		Durée chantier
4.5.1.1	<p>Maintenance des protections collectives</p> <p>Assurer la maintenance des protections collectives sur le chantier.</p> <p>Entreprise chargée de la maintenance des protections collectives</p> <p>Informers les intervenants de chantier de la conduite à tenir lorsqu'ils constatent des dégradations ou défauts dans les protections collectives et leur communiquer les coordonnées de l'entreprise chargée de la maintenance des protections collectives. Afficher ces coordonnées dans les locaux de chantier.</p>	Entrep. concernée		Durée Chantier
4.5.1.2.	<p>Enlèvement temporaire d'une protection collective</p> <p>Interdire l'accès à la zone dangereuse, par des dispositifs matériels de condamnation. Signaler le danger</p>			
4.5.1.3.	<p>Enlèvement temporaire d'une protection collective - Adaptation pendant les travaux</p> <p>L'enlèvement temporaire d'une protection collective, est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte de retirer un dispositif de protection contre les chutes (platelages, garde-corps, obturateur de trémie, de réservation,) afin de réaliser ses travaux, elle doit, à chaque intervention et autant que nécessaire, adapter le dispositif de protection à la nouvelle configuration de la zone de travaux.</p> <p>L'accès à la zone rendue dangereuse sera interdit par des dispositifs matériels de condamnation.</p> <p>Le danger sera signalé par tout moyen efficace.</p> <p>Le PPSPS de l'entreprise précisera les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière</p>	Toutes entrep		Durée chantier
4.5.2	<p>UTILISATION DES ACCES TEMPORAIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC - MESURES GENERALES.</p> <p>Les accès temporaires qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils, etc... afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc.... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente.</p>	Titulaire du lot		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

<p>4.5.2.1.</p>	<p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections</p> <p>Réception des équipements d'accès temporaires Faire réceptionner les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages avant leur 1^{ère} utilisation. Etablir un PV de réception. Puis faire effectuer pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004, les vérifications périodiques suivantes :</p> <p>VERIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE : Examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation. - avant la 1^{ère} utilisation ; - à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ; - En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ; - A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ; - A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois.</p> <p>VERIFICATIONS PERIODIQUES :</p>	<p>Titulaire du lot</p>		<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
<p>4.5.2.2.</p>	<p>- tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ; - quotidiennement (examen de l'état de conservation)</p> <p>Panneau d'identification Identifier chaque tours escaliers, passerelles, planchers plateformes, échafaudages, par un panneau indiquant : - le nom de l'entreprise ayant effectué le montage - la date et les noms des personnes ayant réceptionné la structure - les dates et noms des personnes ayant effectué les vérifications réglementaires de sécurité (avant mise ou remise en service, trimestrielles, journalières) - les noms et coordonnées téléphoniques de la personne que les utilisateurs peuvent joindre en cas de nécessité, liée en particulier à l'entretien et la sécurité de la structure</p>	<p>Toutes entreprises</p>		<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
<p>4.5.2.3.</p>	<p>Dossier à tenir à disposition sur le chantier Constituer et tenir à disposition sur le chantier le dossier prévu à l'article 4 de l'arrêté du 21 décembre 2004, comprenant les documents suivants : - plans et instructions pour le montage, le démontage et le stockage, note de calcul de résistance et de stabilité si elle ne figure pas dans une notice du fabricant ou si le montage ne correspond pas à une configuration prise en compte dans la note de calcul du fabricant - informations relatives aux travaux qu'il est prévu d'effectuer et notamment les charges à supporter qu'impliquent ces travaux (cahier des charges du lot échafaudage). - informations nécessaires à l'examen de montage et d'installation, notamment les données relatives au sol, à la nature des supports et des ancrages, aux réactions d'appui au sol et, le cas échéant, à la vitesse maximale du vent à prendre en compte sur le site d'utilisation, à la nature du bâchage éventuel. - les comptes-rendus de vérifications avant mise ou remise en service, trimestrielles et journalières.</p>	<p>Titulaire du lot</p>		<p>Durée de chantier</p>
<p>4.5.2.4.</p>	<p>- le registre d'observations</p> <p>Vérifications journalières Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la vérification journalière avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (Examen de l'état de conservation)</p>	<p>Titulaire du lot</p>		<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
<p>4.5.2.5.</p>	<p>Registre d'observations "MOYENS D'ACCES COMMUNS" Mettre en place et tenir à disposition de l'ensemble des entreprises du chantier, un registre d'observations leur permettant de consigner : - les observations de sécurité suite aux vérifications journalières ; - les demandes de modification, de transformation (extension, ajout de planchers, complément de protection, etc...</p>	<p>Tous intervenants.</p>		
<p>4.5.2.6.</p>	<p>Montage, démontage, transformation L'accès et l'utilisation des tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, durant les phases de montage, de démontage et de transformation sont réservés aux seuls professionnels désignés pour réaliser ce travail. Condamner tous les accès à chaque équipement par un dispositif matériel interdisant son utilisation. Compléter ce dispositif par des panneaux informant du danger et rappelant l'interdiction d'accès aux personnes non autorisées</p>	<p>Tous intervenants.</p>		<p>Durée chantier</p>
<p>4.5.2.7.</p>	<p>Consigne d'utilisation</p>	<p>Tous intervenants</p>		<p>Durée chantier</p>

	<p>Informez les personnes utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, des consignes à respecter. Il est interdit notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - démonter ou modifier tout ou partie de la structure (montants, moises, contreventements, garde-corps, planchers, ancrages, etc...). Les modifications ne peuvent être réalisées que par des personnes compétentes désignées. Les demandes de modifications doivent être faites auprès de votre responsable de chantier. - effectuer des stockages sur les planchers : les matériels et matériaux ne doivent pas y être entreposés, les gravats et décombres doivent être évacués. - dépasser la charge admissible indiquée de manière visible sur les planchers. - utiliser ces équipements lorsqu'ils sont rendus glissants par suite de verglas, de gelée ou de neige. - accéder à une structure en cours de montage, démontage ou transformation, si on n'est pas autorisé pour cela. <p>Informez chaque utilisateur qu'en cas d'anomalie ou de danger (protection manquante, déformation inquiétante, démontage partiel,) il doit cesser l'utilisation de l'équipement et prévenir son responsable de chantier</p>			
4.5.2.8.	<p>Gelée, verglas, neige</p> <p>Condamner les accès temporaires par des moyens matériels empêchant leur utilisation lorsqu'ils sont rendus glissants par suite de verglas, de gelée ou de neige. Signaler le danger par panneau. Faire sabler / saler ces accès et vérifier l'absence de risque de glissade avant d'autoriser leur utilisation</p>	Tous interv		Durée chantier
4.5.2.9	<p>Echelles portables</p> <p>Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.</p> <p>Les règles d'utilisation des échelles sont prévues dans le code du travail. Les principales dispositions sont : fixations en partie supérieure ou inférieure des montants, présence de dispositifs antidérapants, dépassement du niveau d'accès d'au moins un mètre ou mise en place d'une crosse de préhension.</p> <p>Remplacer l'échelle en mauvais état.</p> <p>Fixer l'échelle en tête et en pied</p> <p>Echelle trop courte : A remplacer par une échelle dépassant d'un mètre du niveau auquel elle donne accès, ou installer une crosse de préhension.</p> <p>L'échelle est un moyen d'accès qui ne doit pas être utilisé comme poste de travail. Envisager l'emploi de plateforme individuelle roulante légère</p> <p>Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. La mise en œuvre de plateformes individuelles roulantes (P.I.R ou P.I.R.L), convenablement protégés contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux Principes Généraux de Prévention.</p>			
4.5.3.	<p>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES</p> <p>Rappel : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique.</p> <p>Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement, afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs.</p> <p>La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation.</p> <p>Toute personne constatant une anomalie, un défaut, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.</p>	Tous interv		Durée chantier
4.5.3.1.	<p>Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique</p> <p>Ne brancher que du matériel électrique en bon état sur les armoires et coffrets de distribution.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques. - Utiliser des câbles et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (marquage HO7RNF) munis de fiche étanche. Les fiches à usage domestique sont interdites. - Utiliser des enrouleurs de câble adaptés aux conditions de chantier (marquage catégorie B) <p>a) Armoires, coffrets, prolongateurs</p> <p>Ne brancher que du matériel électrique en bon état sur les armoires et coffrets de distribution.</p> <p>Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques</p>	Tous interv		Durée chantier

	<p>Utiliser des câbles et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (marquage HO7RNF) avec fiche étanche (fiches à usage domestique interdites). Utiliser des enrrouleurs de câble adaptés aux conditions de chantier (catégorie B)</p> <p>b) Panne, anomalie, défectuosité</p> <p>Il est interdit d'intervenir sur l'installation électrique de chantier si l'on n'est pas titulaire d'une habilitation délivrée par son supérieur hiérarchique et désigné pour cela. En cas de panne, d'anomalie, de défectuosité, les personnels habilités et désignés par l'entreprise chargée de la surveillance et la maintenance de l'installation électrique sont seules habilités à intervenir. L'utilisateur qui constate une panne, anomalie, ou défectuosité dans le fonctionnement de l'installation électrique, doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique et l'entreprise chargée de la surveillance et la maintenance</p>			
--	--	--	--	--

4.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention – Mesures d'organisation et de coordination	Mises-en Œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Détail
4.6.1.	<p>UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES</p> <p>Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un même. Équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.</p>	Toutes entrep		Durée chantier
4.6.2.	<p>MOYENS COMMUNS : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION</p> <p>Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de mise à disposition • les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter • les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt • les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir • tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc... 	Toutes entrep		Durée chantier
4.6.2.1.	<p>Utilisation de l'ascenseur / monte charges</p> <p>Etablir une convention de mise à disposition de cet équipement, mentionnant, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de mise à disposition - la durée du prêt - les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter - les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt - les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir - tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc. <p>Vérifications générales et périodiques de sécurité</p>			

	<p>Interdire l'utilisation de l'ascenseur / monte-charges, par des dispositifs de condamnation matériels tels que la consignation hors tension de l'équipement et la condamnation des portes palières en position fermée, tant que la réception de l'équipement et les vérifications générales de sécurité n'ont pas été réalisées</p> <p>Ligne téléphonique Interdire l'utilisation de l'ascenseur / monte-charges, par des dispositifs de condamnation matériels tels que la consignation hors tension de l'équipement et la condamnation des portes palières en position fermée, tant que le branchement de la ligne téléphonique d'appel des secours dans la cabine n'a pas été réalisé</p> <p>Maintenance Prévoir un contrat de maintenance régulière et de dépannage passé avec un professionnel pendant la phase de chantier. Interdire l'utilisation de l'ascenseur / monte-charge par des dispositifs de condamnation matériels tels que la consignation hors tension de l'équipement et la condamnation des portes palières en position fermée, tant que la maintenance n'a pas été assurée</p> <p>Protection de la cabine Protection mécanique de la cabine</p> <p>Consignes aux utilisateurs Afficher en cabine : la charge maximale d'utilisation, les consignes d'utilisation, la conduite à tenir en cas de panne, les noms et coordonnées téléphoniques de la personne chargée de l'entretien et la maintenance de l'appareil</p> <p>Charge maximum Respecter la charge maximum d'utilisation de l'ascenseur / monte-charges</p>			
--	---	--	--	--

4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention – Mesures d'organisation et de coordination	Mises-en Œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Détail
4.7.1.	<p>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES La coactivités due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les coactivités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de coactivité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS 	Tous interv.		Durée chantier
4.7.1.1.	<p>Projection de matières Lorsque des travaux présentant des risques de projection sont accomplis sur un chantier, mettre en œuvre des systèmes anti-projections. A défaut d'écrans protecteurs, délimiter et signaler convenablement les zones dangereuses. Porter obligatoirement des lunettes de sûreté pour tous travaux sur des matériaux durs susceptibles de produire des éclats</p>			
4.7.1.2	<p>Essais de mise en pression de réseaux, essais mécaniques, essais en charge Planifier les essais de manière à éviter les co-activité Etablir les procédures et analyse de risque lors des essais Procéder aux consignations. Interdire l'accès aux zones à risque</p>			

<p>4.7.1.3.</p> <p>4.7.1.4.</p>	<p>Travaux par point chaud Lorsque des travaux de soudure sont accomplis sur le chantier, mettre en œuvre des écrans de protection. Permettre l'utilisation de chalumeaux (plomberie, chauffagiste, soudure, étancheur) Uniquement au personnel spécialisé. Fournir les équipements spécifiques. Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail. Utiliser des équipements de soudure conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement. S'assurer que les canalisations souples d'oxygène et d'acétylène sont munies de clapets anti-retour disposés au plus près du chalumeau (2 m maximum). Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur. Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées en position verticale lors de leur utilisation Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées. Demander un permis de feu au Maître d'ouvrage pour tous travaux par point chaud</p> <p>Mise en exploitation de parties d'ouvrages (locaux, machines, équipements, installations) Rendre la zone chantier close et indépendante de la zone en exploitation. Etablir les procédures d'accès sur la partie commune au chantier et à l'exploitation Procéder à une inspection commune avec le responsable du site en exploitation</p>			
<p>4.7.2.</p> <p>4.7.2.1.</p> <p>4.7.2.2.</p> <p>4.7.2.3.</p> <p>4.7.2.4.</p> <p>4.7.2.5.</p>	<p>RISQUES LIES A L'AMIANTE : DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES</p> <p>Qu'il s'agisse d'opérations de retrait / encapsulage ou bien d'interventions sur des matériaux, équipements, matériels, articles susceptibles d'émettre des fibres d'amiante, et afin d'éviter tout risque de co-activité, les moyens adaptés seront mis en œuvre par l'entreprise afin de réduire au niveau le plus bas techniquement possible la durée et le niveau d'exposition des intervenants, et garantir l'absence de pollution des bâtiments, structures, installations dans lesquels ou dans l'environnement desquels sont réalisées les opérations.</p> <p>Ces moyens comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des techniques et modes opératoires de réduction de l'empoussièrement : travail robotisé en système clos, imprégnation à cœur des matériaux (agents mouillants), démontage d'éléments, déconstruction. • Les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres à l'extérieur de la zone des opérations : moyens de décontamination appropriés, et procédures de décontamination. • Le contrôle de l'empoussièrement grâce à un programme de mesures destinées à vérifier en permanence, dans toutes les zones de travaux, que le niveau d'empoussièrement ne dépasse pas les seuils prescrits par la réglementation. Ce programme de mesures est détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE – Travaux sous-section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (Intervention sous-section 4) <p>Moyens de protection collective Mettre en œuvre les moyens de protection collective destinés à : - L'abattage des poussières ; - L'aspiration des poussières à la source ; - La sédimentation continue des fibres en suspension dans l'air ; - La décontamination des intervenants, matériels, installations, équipements. En assurer l'entretien et faire procéder périodiquement aux vérifications prescrites par la réglementation.</p> <p>Signalisation de la zone de l'opération – Interdiction d'accès Mettre en place et entretenir une signalisation efficace de la zone de travaux amiante mentionnant : - L'interdiction absolue d'accéder à toute personne non concernée par les travaux sur l'amiante, - Le niveau d'empoussièrement estimé, - Les EPI obligatoires. Mettre en place et entretenir une condamnation de son accès par des dispositifs matériels</p> <p>Confinement Améliorer le confinement de la zone de travaux.</p> <p>Mesures d'empoussièrement dues par l'entreprise Afin de maîtriser le risque de coactivité lié à la présence d'amiante, le programme de mesures établi par l'entreprise, détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE - Travaux sous-section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4), comprend notamment : • Les mesures pendant l'opération : à proximité des rejets des extracteurs, en zone d'approche du personnel, en zone de récupération base vie, en zone d'approche du sas déchet, environnementales dans les locaux affectés aux travaux, ainsi que dans les locaux adjacents occupés et les zones de passage du public.</p>	<p>Entrep. Concernée</p> <p>Entrep ; Concernée</p>		<p>Avt trvx – Maintenu pdt leur durée</p>

<p>4.7.2.6.</p> <p>Mesures d'empoussièrement dues par le maître d'ouvrage Afin de maîtriser le risque de coactivité lié à la présence d'amiante, le maître d'ouvrage fait réaliser les examens visuels et mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un 1er examen visuel de la zone de travaux ou d'intervention avant dépose du confinement ; • Une mesure dite de fin de chantier amiante avant intervention des autres corps d'état ; • Un 2ème examen visuel après la dépose du confinement. <p>Les résultats de ces examens et mesures d'empoussièrement sont communiqués au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.</p> <p>4.7.2.7.</p> <p>Rupture de confinement ou panne des extracteurs Conduite à tenir par l'entreprise en cas de rupture du confinement ou panne des extracteurs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Arrêter immédiatement les travaux en cours • Demander à l'ensemble des entreprises d'évacuer le chantier • Prévenir le Maître d'Ouvrage, le maître d'œuvre et le C.SPS • Réparer le confinement ou remettre en service les extracteurs • Effectuer les mesures environnementales d'empoussièrement • Provoquer une réunion avec le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le C. SPS, les entreprises, et le cas échéant la DIRECCTE et la CARSAT Avant toute reprise des travaux. <p>4.7.2.8.</p> <p>Dépassement du niveau d'empoussièrement estimé Le niveau d'empoussièrement dépasse le niveau d'empoussièrement estimé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suspendre les travaux et faire évacuer la zone de l'opération ; • Mettre en œuvre les moyens destinés à réduire le niveau d'empoussièrement ; • Contrôler à nouveau le niveau d'empoussièrement. <p>Les intervenants pourront retourner dans la zone de l'opération lorsque le niveau d'empoussièrement aura été réduit et sera conforme au niveau d'empoussièrement estimé</p> <p>4.7.2.9.</p> <p>Dépassement du niveau 3 d'empoussièrement code du travail Le niveau d'empoussièrement dépasse le 3ème niveau fixé par le code du travail (Sup. à 25 000 F/L) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suspendre immédiatement les travaux et faire évacuer la zone de l'opération ; • Interdire l'accès à toute personne dans les zones contaminées ; • Informer de ce dépassement le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le C. SPS, les entreprises, la DIRECCTE et la CARSAT ; • Provoquer une réunion avant toute décision de reprise des travaux avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le C. SPS, les entreprises, la DIRECCTE et la CARSAT <p>4.7.2.10.</p> <p>Dépassement du niveau d'empoussièrement code de la santé publique Le niveau d'empoussièrement dépasse le seuil fixé par le code de la santé publique (Sup. à 5 F/L) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suspendre immédiatement les travaux et faire évacuer la zone de l'opération ; • Interdire l'accès à toute personne dans les zones contaminées ; • Informer de ce dépassement le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le C.SPS, les entreprises ; • Informer de ce dépassement de seuil le Préfet, ainsi que les mesures prises pour y remédier ; • Provoquer une réunion avant toute décision de reprise des travaux avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le C. SPS, les entreprises <p>4.7.2.11.</p> <p>Découverte d'amiante en cours de travaux En cas de découverte de matériau laissant un doute quant à la présence d'amiante, l'entreprise avertira immédiatement la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'œuvre afin de faire réaliser les prélèvements complémentaires s'avéreront nécessaires. Le Coordonnateur SPS sera informé de cet aléa de chantier. La zone concernée sera correctement balisée avec la mise en place d'une signalétique ("DANGER AMIANTE") interdisant tous travaux dans cette zone.</p> <p>4.7.2.12.</p> <p>Amiante conservé Les éléments conservés ou encore en place durant certaines phases seront identifiés clairement avant le démarrage des travaux par un marquage bien visible et lisible : "DANGER AMIANTE »</p>	<p>• La mesure dite de restitution 1, ou libératoire, effectuée avant la dépose du confinement. Les résultats de ces mesures sont consignés par l'entreprise dans un cahier tenu à disposition sur le lieu de l'opération</p>	<p>MOA</p> <p>ENTRE-PRISE CONCERNÉE</p>		<p>Après interv.</p> <p>Immédiat</p>
<p>4.7.3.</p>	<p>RISQUES LIES A L'AMIANTE : ENCAPSULAGE OU RETRAIT Y COMPRIS AVANT DEMOLITION (Travaux sous-section 3)</p>	<p>Titulaire du lot</p>		<p>Ph. Préparation</p>

4.7.3.1	<p><u>Rappel des principales dispositions applicables à tous types d'ouvrages (bâtiment, route, autoroute, voie ferrée, ouvrage d'art, canalisation, équipement, etc....) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Depuis le 1er Juillet 2014 l'entreprise sera obligatoirement titulaire d'une certification pour réaliser les travaux d'encapsulage ou de retrait d'amiante, y compris les entreprises de génie civil en extérieur (par exemple travaux ou interventions sur enrobés, voies ferrées, réseau de canalisations, etc....) - Le personnel intervenant sera formé et recyclé. - L'évaluation des risques et le mesurage des empoussièrlements seront effectués par l'entreprise conformément aux dispositions réglementaires de l'article R.4412.126 du code du travail. <p>L'entreprise établira :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage, tenu à disposition sur le chantier, qu'elle communiquera au moins un mois avant le démarrage des travaux aux organismes de prévention du lieu du chantier (inspecteur du travail, service prévention de la CARSAT, OPPBTP) - un rapport de fin de travaux contenant les éléments indiqués à R.4412.139 du code du travail, qu'elle remettra au maître d'ouvrage pour intégration dans le DIUO et copie au Coordonnateur SPS. <p>Préalablement à l'enlèvement total ou partiel du dispositif de confinement et à la restitution de la zone, l'entreprise procédera aux examens, nettoyages, mesures et actions prescrites à R. 4412.140 du code du travail.</p> <p>Plan de démolition, encapsulage ou retrait</p> <p>Transmettre au coordonnateur le plan de retrait approuvé, qui sera intégré dans le PPSPS. Respecter les mesures de prévention définies dans le plan de retrait.</p> <p>Transmettre votre plan de retrait aux organismes de prévention du lieu du chantier : inspection du travail, Service prévention de la CARSAT, OPPBTP.</p> <p>Tenir un exemplaire à disposition sur le chantier. Mettre à jour ce plan en tant que de besoin.</p> <p>Transmettre au maître d'ouvrage le rapport de fin de travaux. Contenant les éléments indiqués à R.4412.139 du code du travail.</p>	Titulaire du lot		Avant interv.
4.7.4.	<p>RISQUES LIES A L'AMIANTE : INTERVENTION SUR LES MATERIAUX, EQUIPEMENTS, MATERIELS, ARTICLES SUSCEPTIBLES DE PROVOQUER L'EMISSION DE FIBRES (Interventions sous-section 4)</p> <p>Rappel des principales dispositions applicables à tous types d'ouvrages (bâtiment, route, autoroute, voie ferrée, concernée canalisation, équipement, etc....) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le personnel intervenant sera formé et recyclé. - L'évaluation des risques et le mesurage des empoussièrlements seront effectués par l'entreprise conformément aux dispositions de l'article R.4412.126 du code du travail. - Pour chaque processus de travail, une personne qualifiée de l'entreprise établira un mode opératoire, et le transmettra, ainsi que ses mises à jour, aux organismes de prévention du lieu de l'établissement, ainsi qu'aux organismes du lieu de l'intervention (Inspection du travail, CARSAT, OPPBTP). <p>Pour les interventions supérieures à 5 jours, l'entreprise transmettra en outre à l'inspecteur du travail, la CARSAT et l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le lieu, la date de commencement et la durée de l'intervention ; - La localisation de la zone à traiter et la description de l'environnement de travail ; - Le DTA et les rapports de repérages avant travaux ; - La liste des intervenants, avec indication de la date de délivrance des attestations de compétence, et des visites médicales ; - La liste des secouristes affectés au chantier et la date de validité de leur formation. 	Entrep Concernée		Avant interv.
4.7.4.1.	<p>Modes opératoires amiante</p> <p>Transmettre vos modes opératoires aux organismes de prévention du lieu du chantier : inspection du travail, Service prévention de la CARSAT, OPPBTP.</p> <p>Tenir un exemplaire à disposition sur le chantier. Mettre à jour ces modes opératoires en tant que de besoin</p>	Titulaire du lot		Avant interv.
4.7.3.	<p>ZONES INTERDITES</p> <p>Les parties d'une construction qui ne sont pas livrables au service du chantier et dont l'accès présente des dangers pour les personnes seront nettement délimitées et visiblement signalées.</p> <p>Leur accès sera interdit par des dispositifs matériels.</p>	Toutes entrep		Avt trvx – Maintenu pdt leur durée
4.7.4.	<p>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</p> <p>La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectées aux différents travaux seront au besoin mentionnés.</p>	Maître d'œuvre		Durée chantier

<p>4.7.4.1.</p> <p>Remise du planning initial Transmettre au coordonnateur le planning initial dès qu'il est établi</p> <p>4.7.4.2.</p> <p>Mises à jour du planning Transmettre les mises à jour du planning au coordonnateur au fur et à mesure de leur établissement, pour prise en compte des modifications de co-activité et des mesures Complémentaires éventuelle de prévention</p> <p>4.7.4.3.</p> <p>Interventions successives Mettre en place les mesures de protection collective nécessaires à la prévention des risques pour les intervenants à venir leur durée</p>	<p>Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc.</p>	<p>Toutes entrep</p> <p>Toutes entrep</p> <p>Entrep concernée</p>		<p>Durée chantier</p> <p>Durée chantier</p> <p>Avt trvx – Maintenu pdt leur durée</p>
<p>4.7.5.</p>	<p>RISQUES LIES AU PLOMB Les modes opératoires de traitement du plomb seront choisis par la MOE et les entreprises, après évaluation de risques, parmi les procédés suivants : - Démolition totale du support avec les peintures au plomb. - Démolition partielle - Décapage chimique - Décapage thermique - Sablage - Grattage, ponçage, piochage - Recouvrement par doublage - Recouvrement par une peinture ou un verni. - Etc.</p> <p>a) Solutions de traitement retenues A ce stade de la conception, les choix de traitement retenus par la maîtrise d'œuvre seront détaillés dans les CCTP</p> <p>b) Présence de plomb Utiliser des procédés limitant les émissions de fumées et poussières ou réaliser les opérations en enceinte fermée ou capter les émissions au plus près de leur source. Aspirer systématiquement les poussières avec un aspirateur équipé de filtres à très haute efficacité (pour les petites quantités de poussières, préférer un nettoyage à l'humide) ; Porter des équipements de protection (vêtements, gants, appareil de protection respiratoire) ; Ne pas boire, fumer, manger, mâcher du chewing-gum sur les lieux de travail ; Se laver le visage et surtout les mains avant les pauses et la sortie. Mettre des douches à disposition des salariés. Changer les vêtements après le travail</p> <p>c) Plomb dispositions travaux en milieu occupé Prendre des dispositions particulières, lorsque des travaux favorisant le dégagement de poussières de plomb doivent être exécutés dans des lieux occupés. Isoler les pièces en travaux de celles occupées, des sas de confinement doivent être construits avant le début des travaux. Ces sas ne seront démontés qu'à la fin des travaux générateurs de poussières de plomb, après contrôle de l'empoussièrement surfacique. Ventiler les pièces où sont effectués ces travaux aient une ventilation sur l'extérieur. Le flux d'air doit se déplacer des zones saines vers les zones polluées, si une ventilation Sur l'extérieur est impossible, l'air expulsé mécaniquement des zones de travail sera dépoussiéré. Ne pas mettre en dépression les locaux où sont effectués les travaux, s'il y a un risque d'inversion de tirage pour des appareils à gaz par exemple. Si une ventilation sur l'extérieur est impossible, l'air expulsé mécaniquement des zones de travail sera dépoussiéré. Procéder à un nettoyage complet, avant la poursuite des travaux (proscrire le balayage)</p> <p>d) Plomb conservé Les éléments conservés ou encore en place durant certaines phases seront identifiés clairement avant le démarrage des travaux par un marquage bien visible et lisible : « DANGER PLOMB »</p>	<p>Entrep Concernée</p> <p>Maître d'œuvre</p> <p>Entrep concernée</p> <p>Entrep concernée</p> <p>Entrep concernée</p>		<p>Avt trvx – Maintenu pdt leur durée</p> <p>Ph. Préparation</p> <p>Avt trvx – Maintenu pdt leur durée</p> <p>Avt trvx – Maintenu pdt leur durée</p> <p>Durée de chantier</p>
<p>4.7.6.</p>	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance.</p>	<p>Tout interv</p>		<p>Durée de chantier</p>

<p>4.7.6.1.</p>	<p>Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc. Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible</p> <p>Pose et dépose de protections collectives Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage,). En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives. Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives. L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures-compensatoires efficaces</p>	<p>Entrep Concernée</p>		<p>Durée de Chantier</p>
<p>4.7.6.2.</p>	<p>Protections périphériques Mettre en place des protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituée de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1m et 1,10 m et comportant au moins : - Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps - Une main courante - Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être >50cms</p>	<p>Entrep Concernée</p>		<p>Avt trvx – Maintenu pdt leur durée</p>
<p>4.7.7.</p>	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHE PIEDS Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention</p>	<p>Tout interv</p>		<p>Durée de Chantier</p>
<p>4.7.7.1.</p>	<p>Echelles Faire reposer les appuis des échelles sur des supports stables, résistants et de dimension adéquate afin de demeurer immobiles. Fixer les échelles dans la partie supérieure ou inférieure de leurs montants, ou les maintenir en place au moyen de tout dispositif antidérapant ou par toute autre solution d'efficacité équivalente. Faire dépasser les échelles d'au moins 1 mètre le niveau d'accès.</p>			
<p>4.7.8.</p>	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique. En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative. Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliqués.</p>	<p>Entrep Concernée</p>		<p>Avt trvx – Maintenu pdt leur durée</p>
<p>4.7.8.1</p>	<p>Localisation Mettre en adéquation l'échafaudage avec la nature et la position des travaux à réaliser, et faire effectuer sa vérification Procéder à la réception de l'échafaudage avant toute utilisation.</p>			
<p>4.7.8.2.</p>	<p>Préparation du sol Faire effectuer le nivelage et le compactage du sol avant de commencer le montage de l'échafaudage</p>			
<p>4.7.8.3</p>	<p>Ancrages Mettre en place les ancrages et amarrages, suivant notice ou plan de montage</p>			
<p>4.7.8.4</p>	<p>Panneau d'identification Mettre en place le panneau réglementaire.</p>			

4.7.9.	TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en œuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque : <ul style="list-style-type: none"> • en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, • en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, • en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, • en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc...., • en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail. 	Tout interv		Durée de chantier
4.7.9.1.	Dispositifs de protection contre les chutes d'objets Mettre en place un balisage pour interdire l'accès à la zone à risques de chute d'objet			
4.7.9.2.	Port du casque Porter le casque lors des déplacements ainsi que dans les zones de travail présentant des risques de chutes d'objets ou de projections			
4.7.10.	TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES	Tout interv		Durée de Chantier
4.7.10.1	Nuisances dues au bruit : Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de Chantiers bruyants. Mettre en œuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc...., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de Niveaux acoustiques. Nuisances dues aux poussières : Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. En cas d'impossibilité : <ul style="list-style-type: none"> - ventiler les locaux hors d'air. - humidifier les matériaux ou le sol. - aspirer les poussières à la source 			
4.7.11.	TRAVAUX DE SOUDURE DANS LES ENCEINTES EXIGUES Travail obligatoire à deux personnes : une à l'intérieur et l'autre à l'extérieur des locaux. Utiliser du matériel adapté aux travaux de soudure à effectuer (électrodes, tension de travail ...) Placer le poste de soudure à l'extérieur de l'enceinte sous la surveillance d'une personne qualifiée La protection de l'alimentation du poste disposera d'un disjoncteur différentiel haute sensibilité (30 mA). Des moyens de protection incendie seront disponibles à proximité Port obligatoire des EPI (gants, tablier, lunettes ...) appareil respiratoire si besoin Mettre en œuvre une buse de captage mobile des fumées associée à une ventilation forcée	Entrep. Concernée		Durée de Chantier
4.7.12.	UTILISATION DE MOTEUR THERMIQUE Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est leur durée exclusivement réservée à l'extérieur des bâtiments, locaux, espaces clos quel qu'ils soient. Les équipements de travail utilisés à l'intérieur des espaces clos seront manuels. Tous les équipements motorisés seront alimentés à l'électricité ou pneumatiques. Le PPSPS de chaque entreprise mentionnera les équipements à moteur utilisés sur le chantier et leur mode de fonctionnement.	Entrep. Concernée		Avt trvx – Maintenu Pdt leur durée
4.7.13.	UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX Se conformer à la fiche de donnée de sécurité pour l'utilisation et le stockage de produits dangereux concernée L'utilisation de produit à base de solvant et inflammable sera faite dans des zones fortement ventilées. Appliquer toutes les dispositions en matière de mise en œuvre et de sécurité préconisées par le fournisseur. Fournir les notices d'utilisation rédigées en français aux utilisateurs, et les expliquer clairement. Fournir les équipements spécifique requis dans les fiches de données de sécurité.	Entrep. Concernée		Avant Interv.

4.7.14.	RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE Tubes en attente Les solutions mises en œuvre seront choisies par l'entreprise -et son bureau d'études, en fonction des types de tube, de la nature et du diamètre utilisés, dans le respect des règles de leur construction : <ul style="list-style-type: none"> • crossage du tube, Dans l'hypothèse où ces dispositions de prévention auraient été omises au stade de l'établissement des plans d'exécution, l'entreprise mettra en œuvre des solutions de remplacement et les mentionnera dans son PPSPS : <ul style="list-style-type: none"> • L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier. 	Entrep. Concernée		Avt trvx Maintenu pdt durée

5 INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

5.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention – Mesures d’organisation et de coordination	Mises-en Œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Détail
5.1.1.	DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALISATION DES ZONES DANGEREUSES Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier. En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire, le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, les itinéraires, les zones interdites, la matérialisation des zones dangereuses, l'accompagnement, les consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès	Entrep. Concernée		Durée de chantier
5.1.1.1.	Matérialisation des zones dangereuses Matérialiser les zones présentant un risque pour la sécurité ou la santé des occupants. Mettre en place une signalétique adaptée caractérisant la nature du risque : <ul style="list-style-type: none"> • panneaux attention DANGER de MORT • panneaux attention COURANT ELECTRIQUE • panneaux attention TREMIES • panneaux attention MONTAGE (préciser) EN COURS • protection mécanique au sol le long du cheminement des câbles électriques 	Entrep. Concernée		Durée de chantier
5.1.1.2.	Cloisonnement Le titulaire du lot principal mettra en place avant le démarrage des travaux, des cloisons séparatives ou des protections provisoires nécessaires à garantir la sécurité des personnes et à respecter les règles de sécurité de l'établissement. Ces travaux feront l'objet d'une réunion de travail avec le responsable de l'établissement et la Maîtrise d'Ouvrage pour définir : <ul style="list-style-type: none"> • le choix des matériaux, • l'heure de mise en place ou dépose, • le lieu exact, • les modalités de travail dans les zones concernées, • l'impact sur les réseaux • etc... Cloisons séparatives du type : <ul style="list-style-type: none"> • en bois • en placoplâtre Protections provisoires du type : <ul style="list-style-type: none"> • film plastique ou carton sur le mobilier • protection des sols (bois, moquettes ...) • écran PVC lors des travaux de découpe 	Entrep. Concernée		Av. trvx - Maintenu pdt leur durée
5.1.2.	RESPONSABILITE TRAVAUX EN SITE OCCUPE Tout accès par d'autres itinéraires que ceux prescrits dans le plan d'installation de chantier sont strictement interdits. <ul style="list-style-type: none"> • Les entreprises intervenantes rappelleront à leurs salariés que l'accès dans les bâtiments existants est formellement interdit en dehors des heures de travail. • Le responsable de chaque entreprise rappellera à son personnel, l'interdiction de pénétrer dans les zones autres que celles affectées au déroulement du chantier. • Les éventuels travaux devant s'effectuer dans le bâtiment en site occupé (raccordement électriques, eau etc.) se feront obligatoirement en liaison avec les responsables du site, la Maîtrise d'Ouvrage et après établissement de consignes particulières 	Maître d'ouvrage Toutes Entrep		Av. trvx - Maintenu pdt leur durée
5.1.3.	MATERIELS MIS A DISPOSITION DES ENTREPRISES PAR L'ETABLISSEMENT EN ACTIVITE Lorsqu'un équipement de travail fait l'objet d'un prêt à une entreprise par l'établissement en activité dans lequel se déroule le chantier, les conditions d'utilisation de cet équipement seront précisées dans une convention de mise à disposition. Ce document, conservé sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :	Maître d'ouvrage Toutes Entrep		Durée chantier

	<ul style="list-style-type: none"> - la date de mise à disposition - la durée du prêt - les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter - les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt - les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir - tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc. 			
5.1.4.	<p>DANGERS SPECIFIQUES : ADAPTATION MATERIELS, INSTALLATIONS, MODALITES D'INTERVENTION</p> <p>La nature et la proximité des activités de l'établissement interfèrent avec le chantier ce qui implique de mettre en œuvre certaines mesures de prévention. Après concertation avec le chef d'établissement, ces mesures pourront porter sur l'adaptation des matériels, des installations et des conditions d'intervention.</p>	Maître d'ouvrage Toutes Entrep		Ph. Préparation
5.1.4.1	<p>Risques bactériologiques</p> <p>La nature et la proximité des activités de l'établissement interfèrent avec le chantier ce qui implique de mettre en œuvre certaines mesures de prévention. Après concertation avec le chef d'établissement, ces mesures pourront porter sur l'adaptation des matériels, des installations et des conditions d'intervention</p>	Entrep. Durée Chantier		Durée Chantier
5.1.4.2.	<p>Risques bactériologiques</p> <p>Risque d'aspergillose</p> <p>Le risque d'aspergillose est d'autant plus dangereux pour la santé des malades, à cet effet, les entreprises doivent faire le maximum pour éviter la propagation de poussière dans l'établissement en condamnant et calfeutrants toutes les brèches et en dépoussiérant régulièrement toutes les zones voisines du chantier</p>			
5.1.4.3.	<p>Produits dangereux</p> <p>Poussières</p> <p>Les poussières sont réputées dangereuses pour la santé de personnes notamment les malades, éviter toute propagation de ces poussières à travers les zones occupées par ces malades (chambres, réfectoire, labos, infirmerie...etc.). Veillez à mettre en place un moyen adéquat pour un dépoussiérement systématique.</p>			
5.1.4.4.	<p>Nuisances</p> <p>Bruit</p> <p>Lors des travaux de démolition et de construction d'une urgence provisoire, les entreprises utiliseront des engins de démolition à percussion (perceuses ; marteau piqueur pour béton), ce qui engendrera un bruit qui pourra gêner considérablement les occupants et en particulier les malades, cependant, il est conseillé aux entreprises concernées d'optimiser leurs interventions afin de ne pas s'étaler sur la durée et d'employer les engins insonorisés les plus appropriés et adaptés à ce genre d'établissement de type médical.</p>			
5.1.4.5.	<p>Risques électriques</p> <p>Consignations des réseaux</p> <p>Aucune intervention électrique ne doit s'effectuer sans avoir procédé au préalable au consignation des réseaux électriques (PV de consignation établi par l'exploitant du site impérativement</p>			
5.1.5.	<p>REMISE DU PGC AU CHEF D'ETABLISSEMENT</p> <p>Une copie du plan général de coordination (PGC) et de chaque mise à jour, est envoyée au chef d'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier.</p>	COBAT- COPREV		Ph. Préparation

6 SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

6.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention – Mesures d’organisation et de coordination	Mises-en Œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Détail
6.1.1.	<p>APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS. Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise. Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs. Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier</p>	Tous interv.		Durée chantier
6.1.1.1	<p>Numéros d'appel d'urgence - Cas général Reprendre les consignes en cas d'accident grave et les différents numéros d'appels de secours dans votre PPSPS. Donner une information spécifique sur l'organisation des secours à chaque salarié lors de son arrivée sur le chantier.</p> <p>N° à composer : • SAMU : 15 ou 112 et le 114 (pour les sourds et malentendants, permettant l'envoi de SMS ou de FAX) à partir d'un téléphone fixe ou mobile. • Police ou Gendarmerie : 17 • Sapeurs pompiers : 18</p>			
6.1.1.2.	<p>Numéros d'appel d'urgence - Travaux en site occupé Reprendre les consignes en cas d'accident grave et les différents numéros d'appels de secours dans votre PPSPS. Donner une information spécifique sur l'organisation des secours à chaque salarié lors de son arrivée sur le chantier. Appliquer la procédure en vigueur sur le site.</p> <p>N° à composer : • Service de secours interne : XXXXXXXXXXXXXX à partir d'un poste du site • Poste de garde : XXXXXXXXXXXXXX • Autre N° : XXXXXXXXXXXXXX</p>			
6.1.1.3	<p>Téléphone mobile Pour l'appel des secours, doter en permanence chaque chef d'équipe d'un téléphone portable en état de fonctionnement et lui rappeler que le numéro d'appel par ce type d'appareil est le 112.</p> <p><u>Utilisation interdite</u> Pour des raisons de sécurité liées au process l'utilisation des téléphones portables est strictement interdite</p>			
6.1.2.	<p>ACCES DES SECOURS AU CHANTIER – MOYEN D'EVACUATION – PLAN DE SECOURS. Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter : • l'intervention des secours et diminuer le délai de leur intervention. • l'évacuation rapide des victimes, y compris par des moyens spécifiques et particuliers si les travaux l'exigent. Le chantier sera clairement identifié, ses accès seront repérés et balisés. Si nécessaire, des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier seront réservés aux secours. Elles seront dégagées en permanence et parfaitement circulables.</p>	Entrep. Concernée		Durée chantier
6.1.2.1.	<p>Signalisation et itinéraire d'accès des secours Mettre en place et assurer la maintenance d'une signalisation directionnelle pour les secours. Maintenir en permanence les itinéraires réservés aux secours parfaitement dégagés et circulables.</p>			

6.1.2.2.	<p>Plan de secours Un plan de secours sera créé et diffusé aux entreprises et autres intervenants sur les sites. Le plan de secours devra être intégré dans chaque PPSPS d'entreprise. Il sera également diffusé aux services de secours. Une collaboration étroite avec le Service Départemental d'incendie et de Secours (SDIS) est nécessaire. Il sera commenté à chaque salarié et affiché dans le bureau de chantier et/ou dans chaque vestiaire ou bureau d'entreprise</p>			
6.1.2.3.	<p>Secours PRS Définir le nombre et les emplacements des Points de Rassemblement Secours (PRS). Mettre en place et maintenir une signalisation de ces PRS et un fléchage directionnel depuis les voies classées à grande circulation desservant le chantier. Panneaux spécifiques dimensions 80cm X 80cm, écriture noire sur fond jaune, placées sur des supports rigides à 1m de hauteur minimum.</p>			
6.1.2.4.	<p>Repérage par les services de secours de situation- accidentelle particulière Prendre contact avec les services de secours en vue du repérage des conditions d'intervention spécifiques au chantier (accessibilité zone confinée, travaux maritime, travaux grande hauteur, travaux dans les puits et fosses...).</p>			
6.1.3.	<p>SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.</p>	Toutes entreprises		Durée chantier
6.1.3.1.	<p>Liste des SST Fournir la liste des SST de votre entreprise, présents sur le chantier. Si vous n'en disposez pas, former du personnel affecté au chantier</p>			
6.1.3.2.	<p>Trousse des premiers soins Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer les premiers soins à une personne blessée. Une trousse de premier secours doit être à disposition, sous la responsabilité d'une personne formée au Sauveteur Secourisme du Travail</p>			
6.1.4.	<p>TRAVAILLEURS ISOLES Rappel : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible. L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens d'éviter ces situations de travail. En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise définira dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en œuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)</p>	Tous intervenants		Durée chantier

7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS


7.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention – Mesures d’organisation et de coordination	Mises-en Œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Détail
7.1.1.	<p>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</p> <p>Art. L. 4121-5.- Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en œuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail.</p> <p>Chaque entrepreneur a pour obligation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous- traitants auxquels il envisage de confier des travaux. • de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants. 	Toutes entreprises		Durée chantier
7.1.1.1.	<p>Sous-traitants</p> <p>Communiquer la liste de vos sous-traitants, leurs coordonnées et la nature des travaux sous-traités</p>			
7.1.2.	<p>MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS</p> <p>Tous les documents émis par COBAT-COPREV à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont Normalement adressés aux différents destinataires par courriel. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination de COBAT-COPREV le sont également par courriel.</p> <p>Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.</p>			
7.1.3.	<p>PPSPS</p> <p>Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établi avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS</p>			
7.1.4.	<p>INSPECTION COMMUNE</p> <p>Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier</p>			





8 ANNEXES

6.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

8 .1.1. Intervenants


Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T)/Mail
Maître d'ouvrage CH DELAFONTAINE	2, rue du Docteur Pierre Delafontaine 93200 Saint-Denis	Samir CHAKCHOUK	☎ 06 73 38 43 61 @ samir.chakhchoukh@ch-stdenis.fr
AMO Fadi Rifai Architectes	38 rue de la Gare de Reuilly 75012 Paris	Fadi Rifai	☎ @ agence@fadirifaiarchitectes.com
Coordonnateur SPS 	Parc Tertiaire du Rotois - Bat B - Route de Oignies 62710 COURRIERES	M. Marc BURY	☎ 07 80 50 13 46 @ m.bury@cobat-coprev.fr

8 .1.2. Organismes de préventions institutionnels

	Drieets Ile de France UD Seine Saint Denis 1, avenue Youri Gagarine 93016 Bobigny Cedex	☎ 01 41 60 54 15 idf-ut93.uc4@dreets.gouv.fr
ASSURANCE RETRAITE ILE DE France 	ASSURANCE RETRAITE Ile-de-France CS 70009 93166 NOISY LE GRAND CEDEX	☎ 01 40 05 32 64 lassuranceretraite-idf.fr
CRAMIF 	CRAMIF 17/19 avenue de Flandre 75019 Paris	☎ 01 44 65 54 50 prevention93.cramif@assurance-maladie.fr
OPPBTP 	O.P.P.B.T.P OPPBTP - Agence IDF 1 rue Heyrault 92100 Boulogne-Billancourt	☎ 01 70 95 56 99 iledefrance@oppbtp.fr

Légende : DRIEETS : Direction Régionale Interdépartementale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des solidarités - CARSAT : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - OPPBTP : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux - Publics - MSA : Mutualité Sociale Agricole

8 .1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)	
SAMU	15 (à partir d'un tel. Fixe) ou 112 (à partir d'un tel. Mobile)	
Police ou gendarmerie	17	
Pompiers	18	

8 .1.5. Listes des entreprises

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone/Mail
	Electricité		
	Faux plafond		
	Menuiserie Extérieure		
	Peinture		

PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en œuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

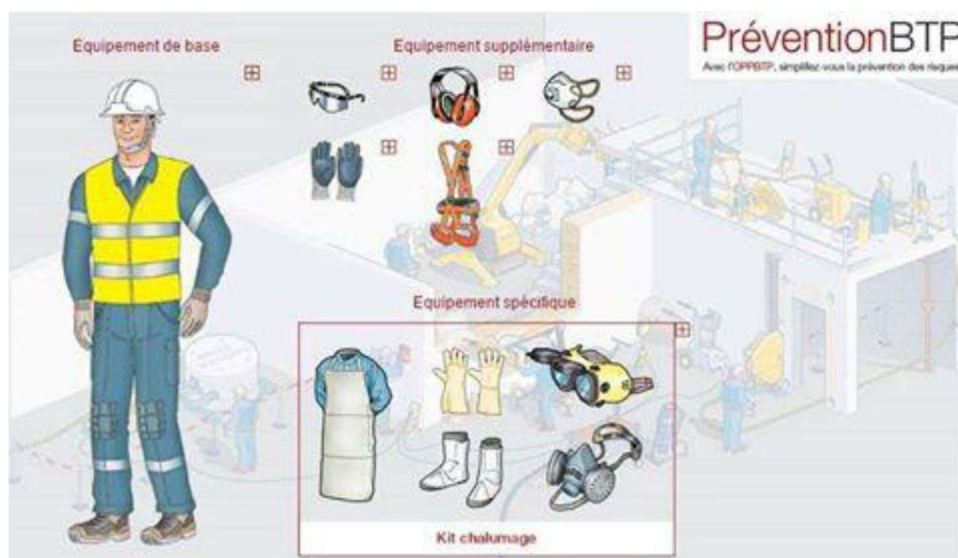
En outre, l'entreprise chargée du gros œuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laissé en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros œuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

.1.2. Organismes de préventions institutionnels.

8.8. LISTE DES EQUIPEMENTS INDIVIDUELS DE PROTECTION INDIVIDUELLES



Nota :

Le responsable de la mise sur le marché de l'EPI doit obligatoirement fournir avec celui-ci une notice d'instructions rédigée en français qui contient des données utiles telles que :

- les instructions de stockage, d'emploi, de nettoyage, ...
- les performances réalisées lors des essais,
- les indications sur la date de péremption,
- la signification du marquage lorsqu'il en existe un.

LISTE INDICATIVE DE TRAVAUX NECESSITANT LE PORT D'UNE PROTECTION INDIVIDUELLE	
Casques	Tous travaux présentant le risque de chute d'objets à partir d'un niveau supérieur.
Harnais	Travaux exceptionnels non répétitifs et de courte durée exposant au risque de chute de hauteur.
Chaussures, bottes	Tous travaux présentant le risque de chute d'objets manutentionnés sur les pieds ou d'écrasement, ou de perforation de la semelle par objets pointus.
Lunettes, masques	Tous travaux présentant le risque de protection dans les yeux (burinage, meulage, manipulation de produits acides ou caustiques...) ou exposant à des sources lumineuses de forte puissance (soudage...).
Masques, cagoules	Tous travaux effectués dans des milieux pollués (poussières, gaz toxiques...).
Tabliers	Tous travaux présentant des risques de projection sur le corps (soudage, manipulation de produits dangereux...).
Gants	Tous travaux présentant des risques pour les mains (manutention, ferrailage, soudage...).
Casques antibruit,	Tous travaux exposant à des niveaux sonores supérieurs à 85 dBA bouchons (marteau-piqueurs, battage palplanches, conduite d'engins, meulage, criblage...).
Genouillères	Tous travaux exposant à une position à genoux prolongée (carreleurs, chauffagistes, étancheurs...).

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

Loi 91-1414 du 31/12/91

